

NRF

BI-MENSUEL
ROYALISTE

5^e ANNEE

DU 22 JAN.
AU 4 FEV. 1976

DIRECTEUR
POLITIQUE
B. RENOUVIN

NOUVELLE ACTION FRANCAISE

N° 218 3F.



versailles, 7 et 8 févi

au palais des congrès

les journées royalis

le programme

Samedi 7 février

10 h 30 : Séance inaugurale

Présentation des « Journées » par Yves Lemaigen, président du Comité Directeur de la Nouvelle Action Française. Communications de Gérard Leclerc, Bertrand Renouvin et Yvan Aumont. Présentation des forums.

14 h 00 : Forums « L'enfant et son environnement familial » - « Société industrielle urbaine et art de vivre » - « Etat de siècle ».

15 h 30 : Forums « Visages de la monarchie » - « Régionalisme et nouvelle citoyenneté » - « Pour un nouveau développement économique » - « Où va l'enseignement ? ».

17 h 00 : Débat « Etat totalitaire et société industrielle », avec la participation de MM. Pierre Boutang, Olivier Germain-Thomas, Philippe Némé, Paul Thibaud.

20 h 00 : Dîner et fête nocturne (le lieu sera donné dans les programmes distribués à l'entrée des « Journées »).

Dimanche 8 février

10 h 00 : Reprise des forums de la 1^{re} série.

11 h 30 : Reprise des forums de la 2^e série.

15 h 00 : Débat « Personnalité régionale et identité nationale », avec la participation de MM. Max Richard, Philippe de Saint-Robert, Paul Sérant, Marc Valle.

16 h 30 : Grand meeting de clôture, avec Abel Pomarède.

les vignettes

A la fois billet d'entrée et vignettes de soutien, elles sont disponibles. Elles donnent droit à l'entrée gratuite pour les deux jours. Elles peuvent être vendues à tout le monde, même à ceux qui ne pouvant participer aux journées acceptent de soutenir notre action.

Tous nos militants, tous nos sympathisants, tous nos lecteurs doivent se mobiliser pour vendre le maximum de vignettes d'ici le 7 février. Il existe des vignettes à 15 F et des vignettes à 100 F. Leur vente massive doit assurer l'équilibre financier de ces deux journées. Pensez-y et au travail sans tarder !

BON de COMMANDE DES VIGNETTES

NOM :

Prénoms :

Adresse :

désire recevoir vignettes à 15 F, soit F et vignettes à 100 F, soit F.

Je verse pour cela la somme de F en règlement de ces vignettes.

Bon à retourner à la N.A.F., 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris. C.C.P. NAF 193.14 Z Paris.

choisissez votre forum

- Forum n° 1 - « L'enfant et son environnement familial » : Marie Lesage
Forum n° 2 - « Société industrielle urbaine et art de vivre » : François Mirc
Forum n° 3 - « Etat de siècle » : équipe de l'Agora
Forum n° 4 - « Visages de la monarchie » : Michel Saint-Ramé
Forum n° 5 - « Régionalisme et nouvelle citoyenneté » : Arnaud Fabre
Forum n° 6 - « Pour un nouveau développement économique » : Philippe d'Aymeries
Forum n° 7 - « Où va l'enseignement ? » : Françoise Dumont

le scandale du chômage

1976 sera l'année d'un nouveau Plan. Septième du nom, mais premier de l'ère giscardienne, il orientera la marche de l'économie française jusqu'en 1980. L'étude actuellement en cours des perspectives de croissance pour les cinq années à venir a retenu deux hypothèses principales.

La première, avec un taux de croissance annuelle de 6,6 %, prévoit pour 1980 le chômage de 650.000 personnes ; la deuxième avec un taux de 5 % implique 760.000 chômeurs. Enfin une hypothèse officieuse de croissance « pessimiste » (3,8 % par an) conduit à un million, un million deux cent mille personnes sans emploi en 1980.

Cherche-t-on à persuader les Français que le chômage est une fatalité ? Tout le laisse supposer aujourd'hui et plus particulièrement l'absence de mesures réelles en faveur de l'emploi. Il est vrai que la France est l'un des pays du monde occidental où le chômage est le mieux indemnisé ; mais à peine la moitié du million de demandeurs d'emploi actuellement recensé bénéficie d'une indemnité. Et l'on sait, de source officielle, que ce chiffre doit être majoré de 9 % pour atteindre la réalité du chômage.

Réalité perçue trop souvent uniquement à travers des chiffres, des statistiques. Car pour beaucoup de nos concitoyens le chômage c'est encore quelque chose « qui n'arrive qu'aux autres ». En donnant un visage à ces chômeurs, en nous faisant découvrir la vie de Daniel, 18 ans, ajusteur, qui n'a jamais pu exercer son métier, de Simone, ouvrière des Tanneries d'Annonay, de Claude, ancien directeur d'une conserverie, Antenne 2 nous a montré une réalité singulière, celle qui se cache derrière les commentaires officiels, les controverses patronales et syndicales, les informations purement économiques.

Et ce document filmé nous révèle non seulement le drame quotidien du chômage : vie en marge de la société, constante incertitude dans la recherche d'un nouveau travail, vie familiale troublée, santé perturbée ; mais aussi l'immense gâchis humain qu'il représente, sur le plan individuel, sur le plan collectif. Aussi bien les

quelques solutions avancées au cours du débat qui suivit apparaissent bien timides et décevantes. A défaut de vouloir analyser le phénomène dans ses causes profondes - et parfois lointaines - il ne pouvait en être autrement. Car il est trop commode d'imputer à la seule crise économique l'accroissement considérable de la demande d'emploi.

La simple analyse des résultats du VI^e Plan nous montre que si les objectifs de créations d'emploi n'ont pu être atteints, ce retard était déjà très net pendant les trois premières années d'exécution du Plan (1971-1973), confirmant d'ailleurs la tendance observée au cours du Plan précédent. Ainsi même en période de forte croissance économique, une croissance tendancielle du chômage s'est poursuivie, surtout à partir de 1962. Une rupture profonde est intervenue dans le marché du travail à une époque où l'on notait un accroissement sans précédent de la population active. Les causes en sont multiples : ouverture des frontières, croissance des taux d'activité féminin, accélération de la substitution capital/travail, dévalorisation du travail manuel, inadéquation de la demande à l'offre de travail.

D'où la réapparition d'un chômage industriel important sur la période 1965-1968, auquel s'ajoute après 1968 une croissance du chômage dans le secteur tertiaire et la contribution du chômage féminin. Un tel phénomène coïncidant avec le triomphe de la société de consommation ne peut manquer de faire réfléchir. Ainsi doit-on compléter la liste des nuisances engendrées par un certain type de croissance industrielle par la nuisance majeure, le chômage. Au même titre que l'hyper-inflation, accélérateur de la crise, le chômage est bien le produit d'un développement économique dévié de son sens. Plus que l'inflation il témoigne des injustices engendrées par



une société qui a pu dissimuler ses traits fondamentaux en amenant une prospérité sans égale dans l'ensemble des pays industrialisés.

Doit-on pour autant abandonner le principe d'une croissance forte ? Ce serait une grave erreur qui ne pourrait que laisser se développer une situation intolérable. La voie est donc étroite. Mais l'objectif de plein emploi devrait être la priorité absolue du VII^e Plan, et les moyens existent d'atteindre non seulement au plein emploi mais aussi au « bon emploi ».

La France est encore un pays sous-industrialisé. La France a un potentiel agricole sous-développé.

Ces deux affirmations résultent d'une analyse attentive de la situation économique de notre pays.

Elles indiquent les deux directions prioritaires d'un nouveau développement économique et surtout elles vont à l'encontre d'une volonté affirmée de « tertiarisation » de l'économie et de la société, clairement exprimée par les plus hautes instances officielles et dont la conséquence certaine sera de renforcer notre dépendance vis-à-vis de l'économie dominante du monde occidental, celle des Etats-Unis.

La solution au chômage, une solution durable, nous pouvons la trouver dans les insuffisances quantitatives et qualitatives de notre économie, mais elle ne pourra être formulée et imposée que par un pouvoir politique qui refuse la fatalité.

P. D'AYMERIES.

appel pour un bond en avant

RÉPONSE A NOTRE APPEL

C'est en grand nombre que nos lecteurs répondent à l'appel pressant que nous avons lancé. Les dons, modestes ou généreux selon les moyens de chacun, arrivent tous les jours et nous donnent l'espoir de franchir ce cap difficile. Grâce à vous, bombes, attentats, menaces et provocations ne nous feront pas taire et la N.A.F. continuera, avec une entière indépendance, à pouvoir dire les vérités qui ne font apparemment pas plaisir à tout le monde.

Si tous nos lecteurs et amis contribuent financièrement à l'effort général ce sera même un grand bond en avant que nous pourrions effectuer. En effet, si notre souscription atteint la somme de 50.000 F rapidement, nous envisageons la possibilité de faire diffuser le journal dans les kiosques. Depuis notre fondation, notre faible réseau de diffusion a été un lourd handicap à la progression du journal et du mouvement. Ce handicap levé, nous pourrions enfin récolter tous les fruits de nos campagnes, de notre travail de propagande, de notre percée dans les médias. C'est possible, c'est réalisable : il nous faut pour cela encore 38.750 F. Nous le pouvons si vous le voulez !

Adressez vos dons en précisant « pour la souscription » au C.C.P. N.A.F., 193.14 Z, Paris. Yvan Aumont.

tcheou en lai

• Avec TCHEOU disparaît un des chefs historiques de la révolution chinoise... et un personnage au secret insondable.

La presse quotidienne et hebdomadaire a consacré de longs articles à la mort de TCHEOU EN LAI dont la disparition va sans doute marquer une étape vers « l'après maoïsme ». Sans minimiser l'importance de cette mort, notons cependant que son éloignement de la scène politique était déjà depuis plusieurs mois un fait acquis.

Avec lui disparaît donc un des derniers survivants des premiers compagnons de Mao, le seul, sauf erreur, à n'avoir jamais connu depuis 1949 ni éloignement du pouvoir ni disgrâce.

LE MYSTÈRE DE TCHEOU

Qui était cet homme que l'Occident ne tarda pas à connaître sous les traits du brillant chef de file de la diplomatie chinoise ? Les matériaux manquent pour répondre à cette question.

Les nombreux articles nécrologiques parus dans la presse française fourmillent de grossières erreurs et ne disent presque rien d'épisodes capitaux pour sa formation, tels son séjour en France. Quant aux documents publiés par Pékin, à part les hyperboles sur ce grand représentant de la classe des travailleurs (lui, fils de mandarin !) et de la révolution prolétarienne, ils ne contiennent rien de très significatif ni de très évocateur quant au portrait historique et moral du grand disparu. Ce genre de prose est à vrai dire bien dans la lignée des hagiographies sulpiciennes communistes qui effacent la mémoire des événements et des faits non conformes à l'image de marque... et ne facilite guère l'élaboration d'une histoire sérieuse du communisme. La propagande, il est vrai, préférera toujours populariser dans le cœur du grognard ou du demi solde davantage l'image du « petit caporal » que celle du cocu magnifique que fut le Napoléon historique ! (1).

L'hommage unanime de la Chine au disparu atteste en tout cas l'extraordinaire influence de ce petit homme courtois, poli et souriant, mais dont la douceur exté-

rieure n'excluait pas une volonté de fer quand il organisait le parti révolutionnaire dans la concession française de Changhaï. Une implacabilité à toute épreuve envers les tièdes et les faibles firent de son nom une terreur.

Au fort de la tourmente, il sut toujours louver tout en maintenant inexorablement son cap. Au plus dur de la révolution culturelle, alors qu'il était personnellement attaqué, il se maintint dans cette « voie moyenne » qui est le symbole et la formule même de la sagesse chinoise. Et peut-être est-ce cela qui fut la raison de sa popularité car la Chine reconnut son image, celle de sa sagesse ancestrale, lien du passé et du présent. Il incarne certes la révolution, la tenacité vers le but voulu et choisi, mais il le fait avec cette curiosité, cette ouverture d'esprit si propre à sa race, en même temps que cette extraordinaire capacité de travail qui a surpris tous les témoins, Edgar Snow en tête.

UN CONFUCIUS DU XX^e SIECLE ?

Les Chinois ont tellement senti qu'il était un maillon essentiel avec le passé que lors de la campagne anti-confucéenne certains ont murmuré que c'est lui qui était visé. Était-ce exact ? On ne le saura jamais ! Il sortit en tout cas indemne de la campagne (2).

Mais il est vrai qu'il y avait du CONFUCIUS dans TCHEOU-EN-LAI : l'un et l'autre font partie de ces seconds rôles dont la sagesse sut aider leur pays à sortir des crises de leur époque. Le sage chinois, en effet, préfère la demi-lumière à la clarté éblouissante. Et ce fils de mandarin, lien avec la sagesse ancestrale, fait penser au héros le plus célèbre du roman des Trois Royaumes, ce roman historique tant apprécié du président Mao : TCHOU-KO-LIANG le sage, un peu magicien, sachant toujours se tirer et tirer son parti des situations les plus difficiles au mieux de l'intérêt général. Rusé, à la fois souple et tenace, il pour-



La colline de la Longévité du Jardin de la Paix et de l'Harmonie : TCHEOU-EN-LAI devait aimer ce lieu évocateur pour les sages de l'ancienne Chine.

rait être considéré comme le modèle même de TCHEOU-EN-LAI.

UNE DISCRETION TOUTE CHINOISE

La discrétion du disparu se retrouve dans le fait qu'il n'a laissé aucun écrit à la différence de LIEOU, le président disparu de LIN PIAO, le dauphin devenu grand traître ou de MAO lui-même. (Je n'ai pu trouver nulle part même une reproduction de sa signature.) Sphinx au sourire énigmatique, TCHEOU sut garder toujours une prudente réserve.

Et cette réserve lui a permis de compléter MAO, en modérant les excès ou en ramenant à la modération les impétuosités du Grand Timonier. Il a toujours fui les déclarations fracassantes et su jouer de son contact humain, de son charme, de son don de sympathie pour gouverner comme pour se faire l'artisan redoutable de la promotion de la Chine sur le plan international.

Mais si TCHEOU est l'image de la sagesse chinoise éternelle et presque le faire-valoir de son camarade MAO-TSE-TOUNG, il n'en reste pas moins que son sourire n'a jamais permis de pénétrer

sa vraie pensée et que son opinion profonde sur la « Pensée MAO-TSE-TOUNG » est un secret qu'il emporte à jamais dans sa tombe.

✱

TENG-SIAO-PING, notre récent visiteur est, lui aussi, un témoignage de l'influence qu'une certaine pensée française, pour le meilleur et pour le pire, a su acquérir en Chine.

Certes, comme dit un proverbe irrévérencieux « le chameau meurt, la caravane passe » et bien des connaisseurs de la Chine pensent qu'il ne faut pas trop insister sur le rôle des personnalités et faire confiance à la Chine éternelle.

Ce doit être le souhait que le grand disparu devait faire à l'heure de sa mort. Sans peut-être le voir de la même manière, en saluant sa mémoire, je m'associe de tout cœur à ce souhait.

Yann KERLANNE.

(1) Peut-être sera-t-il possible, notamment quant à son séjour en Occident, d'avoir recours à certains de ses compatriotes demeurés en France qui le connurent à l'époque. Mais, évidemment, la plupart n'aiment guère sortir d'une obscurité qui les satisfait pleinement. Je ne désespère pas d'y parvenir.

(2) A moins que le délabrement de sa santé n'ait fait abandonner une action devenue sans objet.

après la jamaïque

M. Simon, secrétaire américain au Trésor a bien raison de se réjouir, et de déclarer sans complexe : « La réforme du système monétaire mondial consolide la puissance américaine. » Il est vrai que les décisions arrêtées par le Comité intérimaire du Fonds Monétaire, réuni à la Jamaïque les 7 et 8 janvier dernier ont de quoi rassurer l'impérialisme américain. Les accords de Bretton Woods qui depuis 1944 formaient la charte monétaire de l'Occident sont définitivement enterrés. Abandon définitif des parités fixes, abandon de toute référence à l'or. Telles sont résumées, l'essentiel des

décisions qui porteront également sur l'aide aux pays en voie de développement. Et la France a cédé. Mieux elle a soutenu sans hésitation des positions radicalement opposées à ce qui fut pendant des années le fondement de sa doctrine en matière monétaire et l'un des axes privilégiés de sa politique extérieure. La France a cédé devant les Etats-Unis, Giscard par Fourcade interposé a aliéné une part importante de son indépendance. M. Simon a bien raison de se réjouir : le dieu dollar est rétabli dans sa puissance.

Ph. d'A.

les idées



par
gérard
leclerc

état de siècle

On peut aimer ou ne pas aimer l'intelligentsia, rester à l'écart de ses préoccupations, les réputer vaines et futiles. Cela ne fera rien contre la liberté de l'esprit. Soljenitsyne enfoncé dans son camp, dans l'impossibilité de travailler un manuscrit, à fortiori de le publier, apprend mentalement ses futurs écrits, recule ainsi prodigieusement les limites de la mémoire... On sait ce qui suivra. Pour le meilleur ou pour le pire, il faut convenir que rien ne pourra arrêter le labeur intellectuel, sauf l'extinction de l'espèce.

Il faut donc en prendre son parti. Et si l'on trouve que décidément cette intelligentsia « débloque », on n'aura qu'une seule ressource pour enrayer les ravages : lui répondre avec les armes de l'esprit. Ce n'est pas une œuvre de tout repos. Elle met bien souvent ses tâcherons à l'épreuve de Pénélope. Sans cesse, on reviendra à l'ouvrage. Pas nécessairement d'ailleurs pour redire la même chose, un peu autrement. Parfois pour découvrir de nouveaux domaines, se laisser entraîner dans des contrées peu explorées.

Personnellement, j'en sais quelque chose. Rentrant d'un séjour africain pour me plonger dans le monde sorbonnard de l'avant 68, je tombais littéralement de haut. Fort de mon bagage d'années studieuses où je m'étais mis à l'école des classiques, persuadé que le grand penseur moderne s'appelait encore Jean-Paul Sartre, il me fallut un certain temps pour admettre que j'appartenais à une autre planète et qu'il me restait à découvrir complètement la planète où j'avais atterri. Foucault, Lacan, Deleuze et même Althusser étaient pour moi d'illustres inconnus... J'étais en même temps perdu au milieu des militants des multiples sectes trotskisto-mao-guevaristes, tous récitant les textes saints, tous assurant détenir la vraie, pure et sainte doctrine. Plus ou moins consciemment, j'entrevois ce que Jean-Marie Benoist me révélerait en clair dans son *Marx est mort*. Cette inflation du discours marxiste signifiait la fin du marxisme réel au profit d'une volonté subversive, voire surréaliste... bref, ce qui éclaterait anarchiquement quelques mois après.

Tout de même, c'était un choc. Les garçons de mon âge qui avaient fait « normale » avaient eu des maîtres qui m'étaient inconnus, parlaient un langage qui m'était incompréhensible... Et les étudiants royalistes dont je commençais à m'occuper étaient contaminés !

Les événements, et puis mon goût pour la recherche m'ont depuis fait rentrer dans les divers structuralismes. Je ne crois pas avoir perdu mon temps. Evidemment, ces grands philosophes et leurs pléiades étaient bourrés de défauts. Il faut lire à ce propos les souvenirs de Régis Debray, en particulier son innarrable histoire du « concept volé ». Pensez :

un normalien avait repris sans nommer son inventeur la notion de « cause métonymique ». La rue d'Ulm en fut commotionnée pour longtemps.

Mais cela est brouille. De cette effervescence philosophique est née une lignée de jeunes philosophes : Bernard-Henri Lévy, André Glucksmann, Jean-Marie Benoist, Philippe Némé dont la pensée s'est affirmée ces dernières saisons dans un sens résolument révolutionnaire par rapport aux idéologies crouissantes. La bonne vieille dialectique hegelienne est en miettes, le marxisme suspect, le léninisme vomé. Ne parlons pas du vieil humanisme des lumières ! Ce champ de démolition ouvrant sur quoi ? Probablement sur des choses étonnantes ou qui étonneront.

L'équipe de l'Agora qui prépare notre forum sur la situation de l'intelligence, et sa signification par rapport au destin de la civilisation, est un bon témoin de cette grande mue intellectuelle. Composée de jeunes philosophes, dont l'expression pourra déconcerter, en un premier temps, les non-initiés, l'équipe de l'Agora fournit au travail d'élaboration considérable opéré par le mouvement en prévision des journées de Versailles, un apport de premier choix. La question se pose en termes simples : la civilisation industrielle vouée au non-sens et ainsi au nihilisme a-t-elle suscité une révolte qui lui donnerait au-delà de l'inflation des signes une nouvelle approche du sens ?

Je me permettrais une seule remarque à ce propos. Très longtemps impressionné par l'extraordinaire dynamisme de cette civilisation industrielle, j'ai trop cru à son invincibilité. La grave crise économique que nous avons connue depuis les dénonciations les plus catégoriques, m'a détrompé à ce sujet. Il y a une logique au nihilisme qui est logique de mort pour tout, y compris pour le dynamisme industriel. Cela doit poser de sérieux problèmes aux théoriciens de la révolte. Ne leur faut-il pas aller au fondement même de la civilisation, de la transformation du monde, ce qui suppose un réinvestissement par l'espérance de l'économie elle-même. De jeunes et brillants économistes ne sont-ils pas sur le point de le comprendre ?

Gérard LECLERC.

le forum sur la situation de l'intelligence

Dresser un « état de siècle » ne signifie pas qu'on s'appliquera à exposer un quelconque inventaire rapporté à telle ou telle région de la politique étrangère ou de l'économie. Notre propos est ailleurs.

En embrassant le siècle à son point d'essoufflement, il s'agira de prêter attention à des signes nouveaux et dissonants dont on soupçonne déjà qu'ils relaient une exigence première et originelle : l'immense question du sens. Opération qui s'accompagne tout naturellement d'un constat impérieux : dans le creux de l'après-mai, on assiste à un éclatement, voire un désenclavement des idéologies. Repenser une spécificité du politique comme du non-politique devient dès lors une nécessité pres-

sante. Ce qui veut dire qu'on ne balaiera pas en un temps trois mouvements la trame des théories. Ces théories une fois traduites et confrontées à leurs pratiques nous ont si insolemment renvoyé notre image « d'enfants du siècle » qui laisse apparaître combien nous avons été joués.

C'est donc aussi - et en sachant trop bien le prix du vécu - à une enquête théorique que nous nous livrons. Il nous faudra par exemple nous interroger sur l'évolution du structuralisme. Ce courant tel que l'illustre actuellement un Philippe Némé ou un Jean-Marie Benoist peut-il aboutir à remettre en cause les fausses alternatives idéalisme-matérialisme chères par exemple à Althusser et à tant d'autres ?

Débat désincarné ? Non dans la mesure où il finit par mettre en question les problèmes du pouvoir, de la justice, et, par suite, de l'Etat dans une société industrielle « fascisante » problèmes qui sont au cœur des préoccupations des royalistes.

Ce débat invite à fournir des armes qui ne naîtront pas autrement que forgées par notre détermination à « imaginer autre chose que ce qui existe ». Il y aurait alors « de quoi » en finir avec l'après-mai et peut-être de quoi pressentir

l'avant XXI^e siècle.

Pour le centre d'Etudes de l'Agora :

D. AUVRAY

Ph. COURNARIE

F. FLEUTOT

Ph. DELAROCHE

P.S. : Une plaquette présentant les grands axes de ce forum est disponible au prix de 10 F.

Correspondance à :

C.E.A.-Forum

29, avenue Trudaine

75009 PARIS

philippe vimeux

le comte de paris ou la passion du présent

naf-page 5

donnée d'une défense nationale

entretien avec le général gallois

L'interview du général Gallois que vous allez lire montre à quel point ses positions et ses préoccupations en matière de défense sont proches des nôtres. Mais il va de soi qu'elles n'engagent pas la N.A.F.

NAF : Comment se présente selon vous le problème militaire français ?

Général PM. Gallois : Il faut l'aborder non seulement dans l'absolu, mais compte tenu de la situation de la France « **telle qu'elle est dans le monde tel qu'il est** » pour reprendre les propos du chef de l'Etat.

La France d'aujourd'hui a perdu ses positions extérieures et elle est réduite à ce qui est sacré, qui ni ne se brade, ni ne se monnaie sous peine de tailler dans la chair nationale.

Les Etats-Unis peuvent se battre avec des armes classiques au Vietnam et laisser entendre qu'ils en feraient autant en Europe, voire le faire sans que la vie américaine en soit touchée. De même, l'Union Soviétique peut bouger ses pions militaires - classiques - sur des « terrains de parcours » situés en dehors de son territoire. Ce n'est pas le cas de la France qui, ramenée aux limites de son hexagone, ne peut combattre en Europe que pour assurer son minimum vital, c'est-à-dire elle-même.

Mais notre pays n'est pas non plus dans la situation des pays de l'ouest européen. La République fédérale et l'Italie supportent le poids de leurs défaites. La première a renoncé officiellement, en 1954, à l'armement atomique. L'Italie semble s'en désintéresser. L'une et l'autre ne peuvent compter que sur leurs forces classiques et, surtout, sur la présence sur leur sol de troupes étrangères qui y stationnent à titre d'« **otages** ». De plus, avec le Benelux, ces peuples formèrent pendant longtemps

l'essentiel du Saint Empire Romain Germanique alors dirigé de Ratisbonne mais aussi de Madrid. Plus facilement que les Français, ils acceptent de recevoir des directives, voire des injonctions de Washington.

La France n'est nullement dans une pareille situation.

Mais la Grande-Bretagne ? Sa situation présente certainement des similitudes avec la nôtre : elle dispose comme nous d'une force nucléaire. Mais elle est un peu devenue un cheval de Troie américain en Europe.

En échange, les Etats-Unis l'inspirent et la protègent. Elle feint de mettre sa force nucléaire au service d'une action collective, mais il est clair qu'elle n'utiliserait de ses fusées « **Polaris** » que si elle était elle-même menacée dans ses œuvres vives. Elle ne tient nullement à passer à la « **casserole** » thermonucléaire pour Munich ou pour Hambourg.

La France ne peut « intégrer » sa défense à celle d'Etats dont les situations stratégiques et politiques sont aussi différentes de la sienne. Vouloir ramener la France à la situation des autres pays européens en procédant par analogie serait contraire à ses intérêts. La défense collective de l'Europe, par l'association de pays européens, paraît une illusion. La formule ne résisterait pas à un comportement intelligent de l'autre camp. Il suffirait qu'il s'en prenne à un seul des pays européens de l'Ouest et qu'il rassure tous les autres pour que le système collectif s'effondre. Une campagne est à nouveau menée actuellement pour une « ar-

mée européenne » ou pour que les forces françaises « **s'européanisent** ». Ce sont là des déclarations de politiciens ignorants du sujet dont ils traitent, à la recherche de l'électeur en lui proposant des formules complètement dépassées par les armes d'aujourd'hui. Non, comme les autres, la France est bien seule, doit se défendre seule et admettre que n'ayant plus rien qu'elle puisse perdre, c'est au « **tout ou rien** » qu'en cas de menace réelle et grave, elle serait acculée.

NAF : Mais alors, la France pourrait se passer de toute armée conventionnelle ?

Général Gallois : En théorie, à la limite, oui ! Elle pourrait se contenter d'une force numériquement réduite composée de volontaires, tous spécialistes, mettant en œuvre des armes assez puissantes pour être dissuasives (sous-marins, bombardiers) qu'elle tiendrait en mouvement pour les soustraire aux tentatives de destruction préventive de l'adversaire. Doivent s'y ajouter des fusées à grande portée, dont l'attaque sur le sol de France lèverait toute équivoque sur la nature de la menace qui pèserait sur le pays.

Face à cette formule d'une sorte de défense assurée - dans la passivité de nos armes de représaille - on agite le spectre de l'armée de métier et de ses dangers politiques. Ce n'est pas sérieux. Ce n'est pas en se promenant avec un sous-marin nucléaire sous le bras, avenue des Champs-Élysées, ou en brandissant un des missiles balistiques du plateau d'Albion que ces spécialistes feraient un coup d'Etat ou dicteraient leur volonté au Parlement. Les hommes servant de telles techniques d'armement sont eux-mêmes des techniciens sans armes et leur nombre serait relativement faible : de l'ordre de celui de la gendarmerie nationale et des C.R.S. Ils ne peuvent pas représenter, contrairement à ces derniers, une force destinée au maintien de l'ordre intérieur. Ils n'en ont ni l'esprit, ni l'entraînement, ni l'armement.

NAF : On dit qu'une force armée classique est indispensable pour réaliser des missions hors de France ?

Général Gallois : Certes, des éléments non-nucléaires sont en outre nécessaires, ne serait-ce que pour protéger les forces nucléaires elles-mêmes. Quant à la notion d'intervention de l'armée à l'extérieur qui semble chère au Président de la République, je n'y crois que dans la mesure où ces forces assurent la sécurité des quelques territoires que nous avons encore à l'extérieur. Et en y pratiquant

une politique de présence armée. Quant au reste, l'affaire de Suez a été pour moi édifiante : nos alliés et nos adversaires du moment se sont immédiatement entendus pour nous imposer de rentrer dans le rang.

La France ne peut, en effet, transposer en cette fin de vingtième siècle la politique de la canonnière. Ses démons intérieurs, le souvenir des échecs subis à l'extérieur, sa profonde non-belligérance, son amour des choses matérielles, la douceur d'y vivre la conduisent à renoncer aux aventures extérieures.

Il y a, en plus de cela, le fait que partout dans le monde sont plantés des drapeaux nationaux, qu'il n'y a plus de zones vides de souveraineté nationale où une force, même modeste, pourrait encore s'implanter. De surcroît les grandes Puissances veillent, qui tiennent à leurs zones d'influence respectives.

Il est donc douteux que nous puissions user de la force des armes hors de chez nous. Le Président de la République s'en est lui-même rendu compte au cours de l'entretien qu'il avait accordé à Roger Stéphane. Après avoir dit qu'il souhaitait qu'en Méditerranée la flotte française participât à la sécurité de cette zone agitée du monde, il a aussitôt admis les limites d'une libre intervention. En effet quand on lui a demandé après ce qu'il ferait si un pétrolier était arraisonné par un croiseur russe, il a répondu :

« **Rien, parce que dans ce cas nous ne pouvons rien faire et que personne, d'ailleurs ne peut rien faire.** » M. Giscard d'Estaing se rend bien compte que la pratique de la force est une chose très difficile pour notre pays. Mais il tente encore de céder à la tradition, du moins en Méditerranée en y déplaçant une partie de la flotte. Ainsi les forces armées classiques conservent des points d'application.

NAF : L'armée n'a-t-elle pas aussi pour rôle d'organiser la « Défense Opérationnelle du Territoire » ?

Général Gallois : La D.O.T. s'explique à l'origine par la nécessité d'employer en métropole les cadres de l'importante armée d'effectifs mise sur pied pour faire la guerre en Algérie. Comment les occuper avec un service militaire ramené entre-temps de vingt-huit à seize, puis à douze mois ? On a alors réalisé en France le quadrillage algérien, et la D.O.T. a reçu pour mission d'y garder les « **points sensibles** » et aussi d'y constituer l'encadrement d'une éventuelle résistance populaire.

Or, dans l'hypothèse du « **tout ou rien** », fondée sur le recours au

nucléaire, les combattants se comptent davantage en milliers qu'en millions. L'affrontement, par sa brutalité, se déroulerait en quelques jours, voire en quelques heures, modifiant du tout au tout et la notion de défense des « **points sensibles** » et la possibilité même d'une résistance « **en surface** ».

Car, il est vrai que la D.O.T. est également destinée à animer une résistance populaire. C'est là une gageure. En effet, comment admettre qu'après avoir supporté notre riposte et subi, par exemple, la perte d'une vingtaine d'agglomérations et celle d'une dizaine de millions d'habitants, comment supposer que notre vainqueur tolérerait notre résistance intérieure sans exercer sur nous de terribles représailles. Il lui suffirait d'ailleurs de menacer Rennes ou Limoges de vitrification pour que cesse toute résistance. Aussi, peut-on, aujourd'hui, passer au crible les missions des armes :

— La force de dissuasion nucléaire peut être l'arme absolue pour la France car nous n'avons pas de « **terrains de parcours** » entre l'adversaire et nous. Pas de territoires que nous puissions perdre sans perdre la France elle-même. Avec cette arme, théoriquement, la situation est claire : ou bien l'ennemi nous laisse tranquille et nous n'avons pas à courir l'aventure à l'extérieur (mais la politique « **mondialiste** » de la France peut être intellectuelle, technologique et morale). Ou bien l'ennemi s'en prend à nous et le système dissuasif doit jouer son rôle.

— Les forces de défense intérieure chères au parti socialiste me paraissent une transposition en 1975 des données de l'An II. Mais nous étions alors le pays le plus peuplé d'Europe, les premiers dotés d'une industrie d'armement grâce à Louis XV et à Louis XVI, nos forces étaient les plus nombreuses, pourvues d'une forte puissance de feu. Et l'atome, et le chantage à la peur qu'il permet, n'existaient pas. On ne peut tout de même pas se défendre à la fin du XX^e siècle comme à la fin du XVIII^e siècle ou tracer entre la France et d'autres peuples au niveau social totalement différent d'absurdes analogies.

NAF : Dans cette nouvelle perspective, que devient la force motorisée ?

Général Gallois : Après 1962, on a surtout essayé de reconstituer l'armée que nous aurions dû avoir en 1934 et qui est celle avec laquelle les alliés avaient gagné la guerre. Dans le cadre d'une défense indépendante, forcément fondée sur l'atome, il a fallu trouver un point d'application à cette force. Ce fut l'idée du « **test** ». Cependant, c'est supposer que l'attaquant s'en prendrait à la France sans savoir exactement ce qu'il veut. Le voici qui, rencontrant une farouche résistance de notre corps de bataille, stoppe, et fait demi-tour. Nous sommes alors fixés sur ses intentions. C'est le prendre pour beaucoup plus naïf qu'il ne l'est. Ou bien il se tient tranquille, ou bien il rompt de lui-même un



statu quo pacifique et, dans ce cas, il sait ce qu'il veut et la notion de test est bien superflue. Avec leurs deux cent cinquante mille hommes, les unités blindées reviennent très cher. Il se pourrait qu'elles ne résistent pas longtemps à un adversaire qui attaquerait avec des moyens dix fois supérieurs. C'est beaucoup dépenser pour « **tester** » la volonté de l'ennemi dont les intentions agressives seraient évidentes et dont on peut se demander ce qu'il peut vouloir d'autre que la France ou une portion de la France.

NAF : Vous êtes partisan de la suppression du service militaire ?

Général Gallois : Oui. Car on ne peut escompter une notable augmentation des crédits militaires. Nous ne pouvons pas espérer offrir à nos appelés, majeurs à dix-huit ans, un service correspondant au niveau de vie général. Nous ne pouvons pas, non plus, assurer un entraînement militaire convenable à cause du coût du matériel et faire mener aux appelés une vie assez active. La situation d'une forte armée d'effectifs, sans les ressources correspondantes, ne

peut conduire qu'à l'agitation permanente.

NAF : Quelle est l'influence actuelle du Parti socialiste dans l'armée ?

Général Gallois : La « **Convention pour une armée nouvelle** » semble rencontrer du succès auprès des cadres moyens. C'est normal elle préconise une armée nombreuse et classique, donc la création de nombreux postes à pourvoir !

NAF : L'institution militaire n'est-elle pas réticente devant la dissuasion nucléaire ?

Général Gallois : Pour des motifs différents, les Russes et les Américains veulent, depuis 1972, « **dénucléariser** » l'Europe de l'Ouest. Pour y arriver, on répète inlassablement que la seule guerre qui soit concevable est de type classique. Cet argument convient évidemment aux militaires parce que ce type de conflit se déroulerait comme les autres et qu'il exige des effectifs nombreux. Comment la « **corporation** » n'y serait-elle pas favorable ? Seulement, face à l'« **autre** », aux armes qu'il détient, une résistance fondée sur les conceptions d'hier ne durerait guère.

en admettant même qu'elle se manifeste. Et l'Europe de l'Ouest serait perdue.

En conclusion :

— La France est seule et, devant le caractère désormais exorbitant du péril, elle ne peut que se défendre seule. L'« **Atlantisme** » ou l'« **Europe** » sont, en matière de sécurité, des vues de l'esprit. Celles des attardés de l'ère pré-atomique.

— Réduite aux dimensions de l'hexagone, elle n'a plus de zones « **intermédiaires** » qu'elle pourrait encore disputer, voire perdre sans que soit compromise la vie nationale. Une menace contre elle en Europe est donc une menace vitale pour elle.

— Les armes nouvelles lui permettent, par le potentiel de destruction qu'elles matérialisent, d'écarter d'elle-même ces menaces. Elles nécessitent la maîtrise de techniques avancées, certes, mais peuvent être redoutables sans nécessiter d'importants effectifs. Aussi une armée de métier est-elle possible sans excéder les ressources minimales que le pays consacre à sa sécurité.

une nouvelle agression contre la naf

— Après l'attaque et le saccage de ses locaux le 14 mai dernier par un prétendu Groupe d'Intervention Nationaliste.

— Après le plasticage et la tentative d'incendie de son immeuble le 22 décembre.

— C'est maintenant une tentative de cambriolage au domicile privé de M. Gérard Leclerc, journaliste et directeur de la propagande de la N.A.F.

Dans la nuit du 18 au 19 janvier des inconnus ont tenté de fracturer sa porte pour se livrer, sans doute, au cambriolage et au saccage de son domicile. Des inscriptions menaçantes pour Gé-

rard Leclerc : « Leclerc-N.A.F. on aura ta peau » ont été tracées.

Une nouvelle fois les adeptes de la matraque et du plastique cherchent à faire taire la N.A.F., une nouvelle fois la Nouvelle Action Française dénonce ceux qui veulent instaurer en France un climat de provocation et de violence.

Un cahier de pétition est ouvert dans les locaux de la N.A.F., 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris, et la N.A.F. lance un appel à la solidarité de tous ceux qui sont soucieux de la liberté et de la sécurité des citoyens.

lénine à zurich

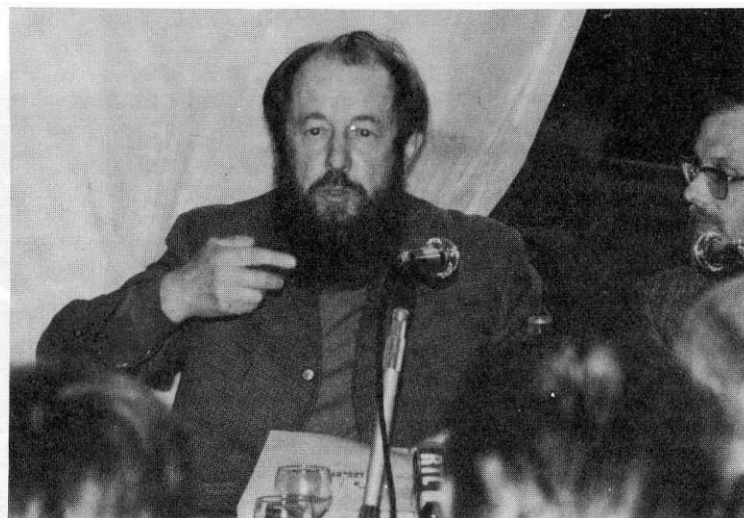
• Soljenitsyne a profité de son exil à Zurich pour nous faire découvrir la personnalité véritable d'un autre proscrit : Lénine. Et cela donne un chef-d'œuvre.

Lénine a existé, je l'ai rencontré ! Non pas Lénine magnifié, encensé par les mille et une biographies soviétiques ; mais Vladimir Oulianov, petit émigré Russe qui, par la force des événements, se trouve contraint de mener son action révolutionnaire... en Suisse.

Que faire ? se demande Lénine. Que faire dans cette Suisse riche et trop propre, trop bourgeoise ? Partageant son temps entre la bibliothèque et les cercles, Vladimir Ilitch déploie une activité fébrile. Mais, décidément, ces Suisses repus ne comprennent rien à rien, même quand le maître leur fait la terrible révélation : « LA SUISSE EST AUJOURD'HUI LE CŒUR DE LA RÉVOLUTION MONDIALE ! »

Et puis, la Russie, cette Russie qui tient encore debout malgré les

nombreux coups qui lui sont assés tant de l'intérieur que de l'extérieur, « *parce qu'il avait un quart de sang russe, rien qu'un petit quart, le destin l'avait attelé à cette guimbarde déglinguée qu'était la Russie !* ». Que n'était-il né Allemand ? Son ami Parvus (Gelfond Israël Lazarevitch) avait bien réussi à se faire naturaliser. Mais celui-là savait : il savait bien que la révolution ne se ferait pas en Suisse, mais en Russie. « *La révolution russe est inévitable, - affirme-t-il - la fermentation est allée trop loin dans tout le pays, elle est déjà dans l'armée, le corps des officiers est déjà touché, la société bien élevée est en ébullition, que dire des ouvriers ? même ceux des industries de*



guerre : une allumette et tout saute ! On peut même fixer une date précise - et l'honorer ! »

C'est ainsi que Parvus fixe la révolution au 22 janvier 1916. Il propose à Lénine un plan comportant la paix séparée avec l'Allemagne. Lénine d'habitude si sûr de lui, si convaincu de la justesse de ses vues, hésite. Le maître, l'animateur des cercles révolutionnaires, l'être omniscient HÉSITE !

Et c'est là qu'intervient tout le génie littéraire d'un Soljenitsyne qui nous révèle de sa plume incomparable un Lénine méconnu. Lénine méprisant et à bien des égards méprisable, Lénine hautain, arriviste et acharné ; un Lénine authentique et tellement éloigné de l'hagiographie officielle : Lénine en chair et en os. Il est là, à deux pas. On ne le lit pas, on le touche. C'est Lénine côté cour, partagé entre deux femmes, Nadia, épouse légitime et dévouée, laide mais bonne maîtresse de maison et qui n'a pas son pareil pour veiller aux économies. Et puis, il y a Ines, sans doute le seul être que Vladimir Oulianov n'ait jamais méprisé ; plus encore, IL AVAIT BESOIN D'ELLE !

Que va faire Lénine ? Dans un premier temps il refuse le plan de Parvus. Ce dernier est plus

intelligent que lui. Vladimir Ilitch le sait. Tôt ou tard, il se poserait en concurrent. Accepter son plan, c'est reconnaître cette supériorité. Vladimir Ilitch Oulianov reste donc en Suisse ; jusqu'au jour où éclate la révolution. Elle éclate SANS LUI, Lénine, auteur de tant d'ouvrages où il expliquait ce que serait sa révolution, comment elle devait se faire, comme elle se ferait. SANS LUI ! Va-t-il rester en Suisse et donc assister impuissant au déroulement d'une histoire qu'il voulait créer ? Tout, mais pas cela ! Lénine accepte le plan Parvus, accepte son argent, ses compromissions, traverse l'Allemagne avec ses compagnons à bord d'un wagon qui deviendra célèbre, pour arriver sans encombre en Russie.

La paix séparée une fois signée, la Russie peut sombrer corps et âme dans la guerre civile. Celle à laquelle Vladimir Ilitch avait ardemment contribué ; bien plus, celle qu'il avait voulu, couvé, mûri. Vladimir Ilitch Oulianov n'est plus. Le « Grand Lénine » était né : celui de la dictature du prolétariat, de la dictature du parti, de la dictature tout court...

Youri ALEXANDROV.

— Lénine à Zurich - Alexandre Soljenitsyne (Seuil).

les années de démolition

Fr. Chatelet, édition Halier

Du livre de François CHATELET il faut retenir une idée intéressante : notre temps est un temps de décadence et il faut s'en réjouir. Notre société qui, pour mieux banaliser les individus, classe, codifie et organise tout au nom de principes supérieurs, débouche sur la stérilité et n'engendre plus rien si ce n'est la production de schémas stéréotypés de culture ou la création de besoins fictifs et inutiles. Pour elle toute diversité devient désordre au lieu d'être fécondité.

PRINCIPES SUPÉRIEURS

Que toute la vie de la société s'organise autour de principes supérieurs n'est pas un phénomène nouveau. Platon, pour F. Chatelet, demandait déjà de croire ce qu'il croyait être la Vérité. Et les vingt-quatre siècles qui nous en sépa-

rent sont remplis de ses imitateurs qui tous agissent au nom de la Vérité : « *... de St Paul qui a relevé le jus fadasse des évangiles avec la sauce du vrai... à Staline qui a transformé un élan novateur en Pravda exterminatrice - en passant par les inquisiteurs de tout poil !* » « *Le moyen-âge organisa tout autour de Dieu.* » Mais, dit Chatelet : « *ce dieu médiéval s'est éparpillé sans pour autant perdre de sa force ou de son unité profonde : la Science, la Classe ouvrière, la Patrie, le Progrès, la Santé, la Sécurité, la Démocratie, le Socialisme (...)* Ces transcendances ont pris sa place (c'est-à-dire qu'il est encore là omniprésent) qui exercent avec une férocité accrue leur tâche d'organisation et d'extermination. »

Cette mystique de l'ordre débouche sur la banalisation et la normalisation. L'individu perdant son caractère exceptionnel devient un

homme collectif et standardisé.

AGENTS D'EXÉCUTION

Ainsi par exemple le cheminement politique du personnage du livre est un échec. Ce qui le choque à l'époque c'est moins le stalinisme que l'attitude des dirigeants du Parti pour lesquels la réflexion politique s'est transformée en des prises de position automatisées. Il refuse ce militantisme aveugle car : « *ni l'énergie, ni le plan ne viennent de nous, nous ne sommes que des agents d'exécution de décisions de ceux qui se sont institués les délégués officiels de la classe ouvrière française. Doit-on accepter de devenir l'exécutant fidèle de directives que l'on juge mauvaises ? Sombrierai-je dans la servitude volontaire parce que me dit-on l'Union soviétique est la patrie du socialisme et qu'il ne faut pas désespérer Bilancourt ?* ».

Cet échec est un peu celui auquel tout militantisme politique, culturel ou moral, peut aboutir. Car

dans tout militant sommeille un fanatique pour qui la seule chose vraie, qu'il la tienne de lui ou que des autres il l'ait apprise, est celle à laquelle il croit et il doit croire quoiqu'il arrive. Au fanatique qui consomme, il convient d'opposer le syncrétiste qui réfléchit et sait composer avec un ensemble de possibles. Il faut avoir le goût de cet effort qui seul peut produire une culture véritable.

Heureusement, nous dit Chatelet notre temps est rempli de plus en plus d'exceptions, de syncrétistes qui remettent en cause tout ordre établi. La diversité est la décadence de notre temps mais cette décadence est féconde car elle signifie le retour d'un certain jugement et d'une certaine réflexion. Mais prenons garde. En effet : « *... contre les valeurs imposées par les pouvoirs la pente normale est de constituer des contre-valeurs ou des valeurs inverses qui ont exactement le même visage et la même fonction.* » Méditons l'échec de mai 68 comme l'échec de bien d'autres révolutions.

Hubert CHARPENTIER.

le forum: économie et société

N.A.F. : Vous allez animer à Versailles un forum « Pour un nouveau développement économique ». Quels seront les sujets que vous comptez aborder sous ce titre ?

Philippe d'AYMERIES : Il nous faut d'abord dire pourquoi nous avons choisi ce thème. Et ce « pourquoi » tient en quelques chiffres. Depuis la mi-juin 1974, la production industrielle de la France a baissé de 10,7 %. Depuis cette époque également, le chômage s'est accru dans des proportions considérables et la fin de l'année 1975 marque simplement une stabilisation toute provisoire du nombre des chômeurs. Or, face à cette conjoncture de crise économique qui doit durer et même s'approfondir en 1976, on ne peut que s'inquiéter des insuffisances, pour ne pas dire plus, de la politique giscardienne. Sont préoccupantes aussi les orientations qui semblent devoir être données au VII^e Plan destiné à présider à la vie économique française durant les cinq prochaines années.

C'est pour cela que nous avons axé la préparation et le plan du forum lui-même sur une recherche pour un nouveau développement économique, recherche qui se veut non pas dogmatique mais au contraire utilisation de compétences et de situations personnelles, convergence de préoccupations existentielles.

N.A.F. : Quels seront les grands axes autour desquels votre recherche sera ordonnée durant ce forum ?

Jacques BEAUME : Lorsque nous parlons d'un nouveau développement économique dans le contexte que nous avons marqué, il s'agit dans notre esprit d'avancer vers une situation qui puisse répondre à deux préoccupations essentielles.

La première de ces préoccupations est le droit au travail, le plein emploi. La deuxième préoccupa-

tion est celle d'un nouveau développement économique fondé sur la notion d'utilité sociale.

Le droit au travail ne peut s'inscrire dans la réalité que par la mise en œuvre d'un véritable projet industriel et non de petits plans de relance au rabais tels que nous en avons vu depuis deux ans. Ce projet industriel doit être ambitieux et il nous paraît comme la condition fondamentale d'une reprise économique durable.

Mais si nous revendiquons le droit au plein emploi, nous revendiquons aussi le droit au bon emploi. Le bon emploi, c'est-à-dire un travail responsable sans lequel le développement économique ne peut être au service de l'homme. L'étude des problèmes du plein et du bon emploi occupera la première journée.

N.A.F. : Que traiterez-vous au cours de la deuxième journée ?

Ph. d'A. Notre recherche sera plus philosophique puisqu'elle partira d'une réflexion de fond sur l'homme et sur son environnement social actuel. Il nous faut bien dresser un constat de faillite de la société de consommation. Mais il faut aussi joindre à ce constat un inventaire des diverses menaces qui pèsent sur notre indépendance économique. Donc nous placerons cette deuxième journée à la fois sous le signe de la recherche de l'utilité sociale et sous celui de l'étude des conditions de l'indépendance économique de la nation. Tout ceci nous amènera bien sûr à poser le problème politique et à étudier quels sont les moyens politiques nécessaires pour mettre l'économie au service de l'homme et de la nation.

N.A.F. : Votre programme est ambitieux. Arriverez-vous à faire le tour de toutes ces questions en deux séances de 90 minutes chacune ?

J.B. Notre projet est effectivement ambitieux. Mais il répond à la préoccupation fondamentale de la N.A.F. : nous situer dans un monde

en crise, crise en bonne partie économique. Nous avons une réponse à donner à cette crise, réponse à intégrer au projet de société que la N.A.F. s'attache à définir depuis sa fondation. Bien entendu, cette réponse ne sera formulée que très partiellement au cours de ce forum. Nous n'arriverons pas au bout de toutes les réflexions, de toutes les interventions durant les deux séances du forum.

Le but de ceux qui l'ont préparé et de ceux qui voudront bien y participer sera de chercher en commun des éléments d'analyse du développement économique tel qu'il est actuellement et tel qu'il pourrait être.

N.A.F. : Et qui a participé à la préparation du forum ?

Ph. d'A. Nous avons confié la préparation des différents thèmes à un certain nombre d'amis qui, après un très court exposé, joueront le rôle d'animateurs pour leur partie. Mais nous espérons que les participants poseront de nombreuses questions et même répondront aux questions posées. C'est au niveau de l'ensemble du forum que se trouveront les réponses. Le groupe de travail préparatoire composé d'une dizaine de personnes a fait, lui, un certain nombre d'analyses préalables : étude de l'idéologie latente du VII^e Plan, de l'attitude des syndicats et du patronat face à la crise de la situation actuelle de l'industrie française et de ses graves insuffisances actuelles... Naturellement ce groupe peut s'élargir à tous ceux qui désireraient adresser leurs réflexions personnelles aux anima-

teurs du forum avant le déroulement de celui-ci à Versailles. Plus le forum aura été préparé, plus ses chances de réussite seront grandes.

N.A.F. : La réflexion entreprise s'arrêtera-t-elle avec la fin des journées royalistes ?

J.B. Bien sûr que non. Elle se poursuivra avec le concours de ceux qui auront participé aux deux séances de Versailles et qui voudront bien se retrouver dans des réunions ultérieures. Ce forum est davantage un point de départ qu'un aboutissement. Il est hors de question pour les animateurs d'apporter à Versailles des solutions définitives. Les axes de réflexion que nous avons choisis permettent de circonscrire les problèmes et d'envisager certaines solutions... à condition bien sûr que le travail de débroussaillage entrepris avant et pendant le forum soit approfondi par la suite.

Cet approfondissement se traduira par la publication des actes des forums qui préparera la réflexion de groupes de travail. Ces groupes se réuniront au cours de week-ends à la campagne (un tous les deux mois environ) mêlant détente et travail et se donnant pour objectif plus lointain la parution d'un ouvrage qui synthétiserait nos positions économiques. Nous souhaitons que les groupes en formation soient aussi diversifiés que possible et comprennent aussi bien des membres travaillant dans les petites et moyennes entreprises que des ouvriers, employés et cadres qui se trouvent dans ces grandes firmes symboles du système industriel.

pour un nouveau développement économique

Le plan du forum « Pour un nouveau développement économique ».

I. - Samedi 7 février (15 h 30 - 17 h)

a) Nécessité et possibilité d'un projet industriel assurant le plein et le bon emploi.

b) Illustration de cette thèse par l'étude d'un rapport du ministère de l'Industrie sur « L'industrie en milieu rural ».

II. - Dimanche 8 février (11 h 30 - 13 h)

— Etude de la notion d'utilité sociale.

a) Examen des problèmes posés par l'indépendance et l'interpédance économique des nations.

b) Examen de la responsabilité de l'Etat par rapport à l'économie (d'après les travaux de Claude Bruaire).

les forums de versailles

où va l'enseignement

Il est difficile de s'interroger sur l'école et l'enseignement. A moins de tomber dans les lieux communs sur les manques de crédit ou la surcharge des classes, etc., il faut poser la question en termes de société : mais alors comment éviter de diluer l'institution scolaire dans la société globale ? (Air connu : l'école, pur miroir de la société, et animée des seuls conflits de celle-ci...)

C'est que la situation est effectivement paradoxale : les moyens de communication font à l'école une terrible concurrence, lui retirant en fait le monopole qu'elle revendique en droit, de formation totale des futurs citoyens. Conçue à l'origine, sous le prétexte d'une instruction généralisée, pour créer et conserver la « volonté générale » (mythe démocratique et bourgeois légitimant la destruction

des pouvoirs citoyens), l'école se voit aujourd'hui dépassée dans cette fonction par le développement prodigieux des mass-médias. La TV est à court terme plus efficace que le CET dans la constitution du bétail amorphe !

Cette contradiction foncière ne serait-elle pas à mettre en rapport avec le malaise et le grippage qui semble affecter le fonctionnement de l'école ? C'est qu'il ne saurait s'agir de réformer l'enseignement pour mieux l'adapter à la société (cf. projet Haby) ; s'il y a impasse inévitable dès lors qu'on s'applique à ces problèmes, n'est-ce pas à dire qu'il faut chercher une issue *ailleurs* : oser imaginer une autre société, un autre homme... Amorcer une réflexion fondamentale sur notre histoire comme sur l'homme et ses finalités.

Du cercle vicieux théorique à la résolution pratique, c'est déjà tout le chemin qui de l'anesthésie quotidienne conduit à la révolte vitale. De la consommation à la création, la voie d'une révolution libératrice est enfin ouverte.

Restent à en déterminer les étapes et les armes.

à notre réflexion sera publié dans un prochain cahier de l'I.P.N. et disponible d'ici une quinzaine de jours.

l'enfant et son environnement

Un forum sur la famille ? Notre première tâche, condition féminine oblige, sera de dépoussiérer ce thème. Grenouilles de sacristie, dames patronesses, intégristes, militants « sociaux », féministes en mal de défoulement, s'abstenir ? Surtout pas. La maison du Roi est pour tous. On peut apporter des petits fours, et même des grenades, et puis des idées.

Après avoir constaté, avec Philippe Ariès, l'apparition assez récente de la notion de famille-couple, son évolution, ses caricatures, il pourrait s'agir d'imaginer un art de vivre ensemble dans la famille et dans la cité.

Le couple, au lieu d'être enfermé dans sa solitude et son individualisme qui le conduit trop souvent à refuser l'enfant serait réinséré dans un tissu social riche et dense. Alors serait stimulée la créativité des personnes reconnues par les autres dans leur mystère et leur liberté.

Mais ce projet est actuellement entravé par un urbanisme qui par-

que les individus dans des clapiers fonctionnels sans leur permettre de se rencontrer. Il est méconnu par une économie qui réduit l'homme (et la femme !) en machine à produire et à consommer. Il est nié par un Etat plus tyrannique que compétent qui manipule et atrophie là où il devrait inciter et arbitrer les initiatives des communautés sociales de base.

Mais il ne suffit pas, selon nous, à un royaliste de se décerner les titres décoratifs d'homme civilisé, d'humaniste, de chrétien ou de révolutionnaire, de se prétendre l'ami des hommes et de leurs libertés. Il s'agit d'être un révolutionnaire conséquent, de s'exprimer déjà dans son art d'inventer la vie avec les autres et de susciter des cadres favorables... Avec des grenades ou des petits fours, ou mieux en aidant les responsables à préparer le forum.

(Adresser toute correspondance à **Marie LESAGE**, 59, rue d'Anjou, 78000 Versailles.)

le droit à la différence

— **Encore un débat sur la région !** La N.A.F. tient-elle donc vraiment à être à tout prix à la page en reprenant un sujet ressassé par tous les membres de la classe politique qui parlent de décentralisation à défaut de la réaliser ?

— **Oui en un sens** car nous ne pouvons rester insensibles à un problème qui touche de près les Français victimes de la bureaucratie centralisatrice. Mais notre approche est originale. Elle ne se réduit pas à un plaidoyer utilitaire pour la région à la manière de J.-J. S.-S. ou d'Olivier Guichard : bien sûr, la région est un cadre nécessaire pour gérer les équipements collectifs ou redonner un dynamisme nouveau aux zones frontalières confrontées au rayonnement des Länder allemands ou des cantons suisses décentralisés. Mais l'objectif fondamental du combat pour la nouvelle citoyenneté réside d'abord dans la recréation des rapports sociaux atomisés par le travail parcellaire, l'éclatement de la ville, la dissociation des anciennes communautés rurales.

Cette recréation de nouveaux rapports sociaux ne se fera qu'au moyen de l'autogestion de leur vie quotidienne par les citoyens eux-mêmes. Cela suppose une lutte impitoyable contre le libéralisme avancé façon Giscard qui dissimule de plus en plus mal le

visage d'une technocratie avide de tout réglementer. Mais cela suppose aussi une véritable révolution culturelle contre ces notables cupides, irresponsables, bornés, qui ont toujours cautionné la centralisation. Ces notables, que M. Giscard flatte aujourd'hui pour se dispenser de faire la région demain.

Autrement dit, la révolution régionaliste passe par la libération de l'Etat colonisé par des féodalités qui l'obligent à être leur instrument de domination des peuples de France là où il devrait être un arbitre et un protecteur. Et nous savons que cette libération passe par la main de justice d'un Saint-Louis. Mais elle implique également un « *soulèvement de la vie* » à la base en vue d'arracher à l'Etat nos libertés perdues. Ce soulèvement commence maintenant. Participez-y en préparant avec le groupe « *N.A.F.-Nouvelle citoyenneté* » le forum de Versailles.

P.S. : Adressez toute correspondance au groupe : « *N.A.F.-Nouvelle citoyenneté* », 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS. Le texte qui servira de base de départ

giscard fait joujou

Giscard fait joujou. Son dernier gadget : le remaniement ministériel destiné à donner une image résolument jeune - moderne - dynamique au gouvernement. En vertu de ces principes les deux ancêtres du gouvernement, Jarrot et Abelin, ont été renvoyés à leurs chères études. Chères études, manière de parler d'ailleurs pour Abelin, dont l'état de fatigue est tel, dit-on, qu'il ne serait même plus capable de réciter par cœur la liste des coups d'Etat fomentés par ses employeurs de l'I.T.T. en Amérique latine ces trente dernières années.

On aurait tort cependant de limiter le remaniement à une bouffonnerie. Plusieurs choix ne sont pas innocents :

— **d'abord l'apparition** de l'étiquette majorité présidentielle accolée aux noms de nouveaux promus. Giscard veut affirmer que sa légitimité ne procède d'aucune des composantes de la majorité... et au passage court-circuiter Chirac et l'U.D.R. qui constitue le gros

des troupes parlementaires gouvernementales.

— **dans le même esprit** il faut noter la promotion de Lecanuet comme ministre d'Etat ; on flatte les centristes et on met deux superministres face à Chirac (Poniatowski, Lecanuet).

— **troisième trait** important, l'augmentation du nombre des techniciens à la neutralité aussi affichée que mensongère ; Stoleru, un ancien conseiller élyséen de Giscard, à l'amélioration du travail manuel et Alice Saunier-Seïte aux universités.

— **dernière caractéristique**, la plus inquiétante : l'entrée de Jean-François Poncet au gouvernement comme sous-ministre des Affaires étrangères. Quand on sait que ce brave homme est un atlantiste frénétique écarté par de Gaulle de la « carrière » parce qu'il avait tendance à baver dès qu'il voyait un drapeau tricolore on se dit que cela augure bien de la poursuite d'une politique étrangère indépendante !

P.M.

ier

tes



renseignements pratiques

les journées royalistes auront
lieu au palais des congrès 8 rue
de la Chancellerie. VERSAILLES
(YVELINES)

* Transports

La S.N.C.F. nous a accordé 20 % de réduction sur le prix du voyage aller et retour. Pour en bénéficier, il faut nous demander un ticket spécial à présenter au moment de l'achat du billet.

* Repas

Les personnes qui le désirent pourront prendre leurs repas à proximité du Palais des Congrès (prix du repas : 18 F). Pour la bonne organisation nous vous demandons de vous inscrire à l'avance en nous indiquant le nombre de repas que vous prendrez (samedi midi, samedi soir, dimanche midi).

* Hébergement

Nous avons réservé pour les nuits des vendredi 6 et samedi 7 février un certain nombre de lits dans un Centre d'Accueil proche du Palais des Congrès. Le prix pour la nuit est de 16 F, là aussi, nous vous demandons de nous indiquer vos réservations très rapidement.

* Crèche sauvage

Une crèche fonctionnera pendant les deux jours au Palais des Congrès. Elle pourra ac-

cueillir les jeunes enfants qui seront gardés par du personnel spécialisé. Nous faisons appel aux jardinières d'enfants, puéricultrices pour nous aider à la faire fonctionner.

* Fête nocturne

Elle aura lieu le samedi soir. Les musiciens sont invités à apporter leurs instruments !

POUR SE RENDRE AUX JOURNÉES

Les « Journées royalistes » ont lieu au Palais des Congrès, 8, rue de la Chancellerie, à Versailles. La rue de la Chancellerie borde la place d'Armes (place du Château) à gauche quand on regarde le château.

Le Palais des Congrès est situé à 200 m de la gare Versailles Rive-Gauche. Trains tous les quarts d'heure au départ de Paris-Invalides. Arrêts : Pont de l'Alma - Champ de Mars - Javel - Bd Victor - Issy - Meudon - Chaville - Viroflay - Porchefontaine. Versailles est également desservi par l'autobus 171, départ du Pont de Sèvres.

En voiture, parking sur la place d'Armes (place du Château) en face du Palais des Congrès.



cette année, une crèche sauvage.

N.A.F.

Edité par S.N.P.F.

17, rue des Petits-Champs
Paris (1^{er})

Téléphone : 742-21-93

Abonnement trois mois : 20 F

Abonnement six mois : 40 F

Abonnement un an : 70 F

Abonnement de soutien : 120 F

C.C.P. N.A.F. Paris 192.14

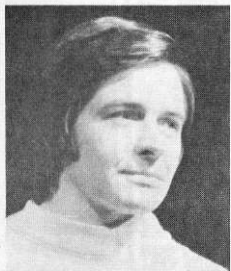
Directeur de la publication

Yvan AUMONT

Les illustrations et photos illustrant ce
numéro ont été fournies par le groupe
audio-visuel et sont la propriété de la
N.A.F.

Imprimerie Design graphic
62, Bd de Belleville - Paris (20^e)

éditorial



par
bertrand
renouvin

Au printemps prochain paraîtra un livre (1) qui a pour ambition de dresser le bilan politique et intellectuel de la NAF, cinq ans après sa fondation. Bilan provisoire, puisque la NAF est toujours en mouvement. Bilan nécessaire pour montrer ce que nous sommes devenus à ceux qui disent ne plus nous reconnaître.

C'est vrai, les royalistes ont accompli leur révolution. Et dans les deux sens du terme : car s'ils ont été obligés de faire sauter des cadres vermoulus, ils ont aussi fait retour à des sources, autrefois perdues mais jamais taries. Et s'ils ont ensuite marché rapidement sur leur chemin, ils n'ont pas manqué d'y planter des jalons bien visibles (2) qui approfondissaient les fidélités essentielles et racontaient les découvertes et les amitiés nouvelles.

L'ESPRIT DE DIALOGUE

C'est que les royalistes de la NAF n'ont pas cheminé en solitaires. Amis perdus de vue, adversaires ou simples curieux, les compagnons de route n'ont pas manqué, avec lesquels le débat s'est tout de suite engagé. En soi, cet esprit de dialogue était déjà une révolution. Car depuis longtemps on n'avait pas vu de journal royaliste accueillir avec la même sérénité anciens « dissidents », démocrates chrétiens, marxistes et gauchistes de toutes obédiences. De-ci, de-là, on cria au scandale et à la compromission. On ne voulut pas voir, au bout d'un an, que la confrontation avec quelques-unes des plus belles intelligences de ce temps n'avait fait

qu'aiguiser notre esprit et approfondir notre réflexion.

Le débat, depuis, n'a cessé de se poursuivre, aussi bien sur notre projet royaliste que sur la crise de la civilisation. Avec le même souci d'ouverture intellectuelle, bien que nous ayons dû rompre avec quelques « royalistes », qui, depuis quinze ans, s'ingénient à calomnier le Prince. Mais combien d'amis nouveaux, qui entourent la NAF sans partager toutes ses positions. Je ne veux en nommer aucun, faute de pouvoir les énumérer tous.

Comment dire, aussi, nos découvertes ou nos redécouvertes intellectuelles ? Et d'abord celle d'un autre Maurras, qui n'est pas celui de la caricature ou du catéchisme bien pensant. Celle de Péguy aussi, et de Bernanos auquel Gérard Leclerc va consacrer un livre. Et celle, toute récente, de la pensée du Comte de Paris que les royalistes ignoraient totalement (3).

Comment oublier, enfin, le dialogue très riche avec tous ceux et toutes celles qui nous ont écrit pendant et après les présidentielles ? De nombreux liens ont été tissés alors, qui font de la NAF — issue d'une « émigration intérieure » — un mouvement enraciné dans le pays.

UNE COMMUNAUTÉ MILITANTE

Un mouvement, qu'est-ce que cela signifie ?

D'abord que la NAF n'est pas un parti désirant coloniser l'Etat. Ensuite que la NAF n'est pas une construction immuable, mais un mouvement au sens premier du terme, c'est-à-dire quelque chose qui se déplace, qui vit, qui se projette vers son objectif.

Mais pas à la façon de ces mécaniques totalitaires qui nient la vie telle qu'elle est, ne se soucient pas des hommes tels qu'ils sont et écrasent tout sur leur passage — y compris leurs propres militants. Non, la NAF est dans le mouvement de la vie, par ses soucis comme par ceux qui adhèrent à son projet : elle refuse l'inhumanité du groupe en fusion et se veut communauté militante.

Ce qui ne vas pas sans risques ni tension. Il est infiniment plus rassurant de se fondre dans un groupe totalitaire où l'on reçoit, en même temps que sa carte, le catalogue des amitiés et des haines et les livres saints dont les manipulateurs se chargeront de dire la

signification du moment. Mais la politique est autre chose : un souci de l'homme et de la cité, et non une idéologie ou une technique à l'intention des habiles. Ce qui donne une autre signification et une autre profondeur à l'engagement militant.

DES JOURNÉES A LA RÉVOLUTION ROYALISTE

Des mots, tout cela ? Une claire réalité au contraire, comme ont pu le constater tous ceux qui sont venus, l'an dernier, à nos *Journées Royalistes* de Rueil. Tous les observateurs extérieurs avaient alors été frappés par l'air de jeunesse, par l'esprit de dialogue, par le sérieux de la réflexion et la passion dans la discussion qui marquaient cette première grande rencontre des royalistes de la NAF : ils parlaient de leur temps et ils vivaient ses problèmes, ils invitaient Boutang et Clavel (qui tomba malade au dernier moment), ils recevaient le nationaliste Debray et l'euro-péiste Arnaud Lizop, dont ils applaudissaient le courage et l'intelligence.

Et maintenant Versailles ! Nous voulons être plus nombreux encore, travailler plus et réfléchir mieux, mieux réussir la fête et accueillir plus de représentants des familles politiques et intellectuelles de la nation.

Je n'insisterai pas sur le choix des thèmes débattus par nos invités et sur l'énoncé des sujets discutés en *forums*. En eux-mêmes, ils disent assez l'esprit de la NAF : esprit de dialogue évidemment ; esprit de justice et de liberté face à la dictature de l'argent, esprit de résistance à l'euro-péisme et à l'impérialisme américain ; esprit de révolution contre l'Etat totalitaire.

Ces soucis, nous savons que nous ne les exprimerons jamais entièrement. Cet esprit, nous savons que nous ne pouvons, seuls, le faire triompher. C'est pourquoi il nous faut préparer le recours au Prince. Avec lui, la nation est incarnée. Avec lui, l'Etat redevient humain. Par lui, la justice et la liberté redeviennent possibles. Alors la vie pourra changer, grâce à une aventure capétienne enfin recommencée.

Bertrand RENOUVIN.

(1) Gérard Leclerc, B. Renouvin : une politique pour la Révolution (Agora).

(2) Gérard Leclerc : un autre Maurras. B. Renouvin : le projet royaliste IPN et le désordre établi (Stock).

(3) P. Vimeux : le Comte de Paris (Agora).

bulletin d'abonnement

Les abonnés de la N.A.F. reçoivent en supplément, « La lettre de la N.A.F. », publication bi-mensuelle qui leur est spécialement destinée et qui paraît en alternance avec le journal.

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (20 F), 6 mois (40 F), un an (70 F), de soutien (120 F) (*)

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Année de naissance :

(*) Encadrez la formule de votre choix.

C.C.P. NAF 193-14 Paris

naf 17 rue des petits champs 75001 PARIS